
États financiers du
Centre d'étude et de coopération
internationale

31 mars 2015

Rapport de l'auditeur indépendant.....	1-2
État des résultats	3
État de l'évolution des actifs nets.....	4
État de la situation financière.....	5
État des flux de trésorerie.....	6
Notes complémentaires aux états financiers.....	7-14

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil d'administration du
Centre d'étude et de coopération internationale

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Centre d'étude et de coopération internationale, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre d'étude et de coopération internationale au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l.¹

Le 30 juin 2015

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A110078

Centre d'étude et de coopération internationale

État des résultats

Exercice terminé le 31 mars 2015

	Notes	2015	2014
		\$	\$
Produits			
MAECD Partenariat		6 919 582	6 841 040
MAECD Bilatéral et autres		6 712 854	6 720 497
Autres bailleurs de fonds		10 750 024	23 448 320
Dons		431 282	621 994
Contributions sous forme de services rendus par des volontaires	12	4 241 173	5 034 115
Autres produits		648 239	593 917
		29 703 154	43 259 883
Charges			
Programmes	13	21 692 357	33 459 406
Développement des programmes		423 700	456 064
Administration	13	2 249 721	2 228 271
Collecte de fonds		146 820	186 431
Intérêts de la dette à long terme		87 478	96 398
Amortissement des immobilisations corporelles		198 356	201 032
Amortissement des immobilisations incorporelles		13 391	13 391
Contributions sous forme de services rendus par des volontaires	12	4 241 173	5 034 115
		29 052 996	41 675 108
Excédent des produits sur les charges avant investissements stratégiques		650 158	1 584 775
Investissements stratégiques	14	396 290	—
Excédent des produits sur les charges		253 868	1 584 775

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Centre d'étude et de coopération internationale

État de l'évolution des actifs nets

Exercice terminé le 31 mars 2015

Notes	Investis en immobilisations	Reçus à titre de dotation (note 11)	Non affectés	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} avril 2013	1 776 096	564 476	1 560 162	3 900 734
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(208 247) ⁽¹⁾	—	1 793 022	1 584 775
Acquisition d'immobilisations	44 250	—	(44 250)	—
Remboursement de la dette à long terme	186 481	—	(186 481)	—
Cession d'immobilisations	(4 500)	—	4 500	—
Gain de change lié aux actifs nets reçus à titre de dotation	—	83 731	—	83 731
Solde au 31 mars 2014	1 794 080	648 207	3 126 953	5 569 240
Résultat de l'exercice				
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges avant investissements stratégiques	(208 571) ⁽²⁾	—	858 729	650 158
Investissements stratégiques	14	—	(396 290)	(396 290)
Acquisition d'immobilisations	124 663	—	(124 663)	—
Remboursement de la dette à long terme	194 672	—	(194 672)	—
Dons reçus à titre de dotation	11b	90 720	—	90 720
Gain de change lié aux actifs nets reçus à titre de dotation	—	100 784	—	100 784
Solde au 31 mars 2015	1 904 844	839 711	3 270 057	6 014 612

(1) Ce montant comprend l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles de 214 423 \$, les gains à la cession de matériel roulant de 4 500 \$, la radiation liée aux bâtiments de 1 500 \$, moins l'amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations de 3 176 \$.

(2) Ce montant comprend l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles de 211 747 \$, moins l'amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations de 3 176 \$.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Centre d'étude et de coopération internationale

État de la situation financière

au 31 mars 2015

	Notes	2015	2014
		\$	\$
Actif			
À court terme			
Encaisse		9 129 468	10 427 627
Débiteurs	4	2 633 043	500 610
Avances à des partenaires		534 355	52 137
Charges payées d'avance		159 845	291 452
		12 456 711	11 271 826
Encaisse en fidéicommis	11 c)	86 965	49 038
Dépôt à terme en fidéicommis	11 c)	162 170	140 380
Prêts et intérêts à recevoir	11 c)	491 471	450 404
Immobilisations corporelles	5	3 453 806	3 527 499
Immobilisations incorporelles	5	13 030	26 421
		16 664 153	15 465 568
Passif			
À court terme			
Créditeurs et charges à payer		3 334 251	1 739 629
Sommes à remettre à l'État		12 031	12 322
Apports reportés	6	5 741 267	6 384 537
Tranche à court terme de la dette à long terme	8	306 715	194 628
		9 394 264	8 331 116
Apports reportés afférents aux immobilisations	10	86 136	89 312
Dette à long terme	8	1 169 141	1 475 900
		10 649 541	9 896 328
Engagements et éventualités	16 et 17		
Actifs nets			
Investis en immobilisations		1 904 844	1 794 080
Reçus à titre de dotation	11	839 711	648 207
Non affectés		3 270 057	3 126 953
		6 014 612	5 569 240
		16 664 153	15 465 568

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au nom du conseil

 _____, administrateur

 _____, administrateur

Centre d'étude et de coopération internationale

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2015

	Notes	2015	2014
		\$	\$
Activités de fonctionnement			
Excédent des produits sur les charges		253 868	1 584 775
Ajustements pour :			
Gain à la cession d'immobilisations corporelles		—	(4 500)
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles		211 747	214 423
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations		(3 176)	(3 176)
Radiation d'immobilisations corporelles		—	1 500
Gain de change sur l'encaisse libellée en devises		(472 553)	(394 338)
		(10 114)	1 398 684
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement de fonctionnement	15	(1 531 983)	(1 245 866)
		(1 542 097)	152 818
Activités de financement			
Dons reçus à titre de dotation		90 720	—
Remboursement de la dette à long terme		(194 672)	(186 481)
		(103 952)	(186 481)
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(124 663)	(44 250)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		—	4 500
		(124 663)	(39 750)
Gain de change sur l'encaisse libellé en devises		472 553	394 338
(Diminution) augmentation de l'encaisse		(1 298 159)	320 925
Encaisse au début		10 427 627	10 106 702
Encaisse à la fin		9 129 468	10 427 627

Les transactions effectuées au cours de l'exercice dans les postes « Encaisse en fidéicommiss », « Dépôt à terme en fidéicommiss » et « Prêts et intérêts à recevoir » ne sont pas présentées à l'état des flux de trésorerie, car le montant cumulé disponible en devises est toujours le même. La variation du solde du fonds de dotation représente le gain ou la perte de change de ce montant disponible en dollars canadiens.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. Description de l'organisme

Le Centre d'étude et de coopération internationale (le « Centre ») est constitué en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (Québec).

Il participe à des activités de développement économique, social et culturel dans les pays en développement par la formation et l'envoi de coopérants volontaires et d'assistants techniques, la réalisation de projets, la recherche et la publication d'ouvrages spécialisés.

2. Méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur au moment où le Centre devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Par la suite, tous les instruments financiers sont comptabilisés au coût après amortissement.

Les coûts de transaction sont comptabilisés en augmentation de la valeur comptable de l'actif ou en diminution de la valeur comptable du passif et sont ensuite constatés sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode linéaire. Le cas échéant, tout escompte ou prime lié à un instrument comptabilisé au coût après amortissement est amorti sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode linéaire et comptabilisé dans l'état des résultats à titre de produits ou de charges d'intérêts.

Dans le cas des actifs financiers comptabilisés au coût après amortissement, le Centre comptabilise dans l'état des résultats une réduction de valeur, le cas échéant, lorsqu'il observe un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs. Lorsque l'ampleur de la dépréciation d'un actif précédemment déprécié se réduit et que la réduction peut être rattachée à un événement postérieur à la comptabilisation de la moins-value, la moins-value déjà comptabilisée fait l'objet d'une reprise dans l'état des résultats de l'exercice au cours duquel la reprise a lieu.

Constatation des produits

Le Centre applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et si sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotations sont constatés à titre d'augmentations directes des actifs nets.

Les apports en nature (contributions sous forme de services rendus par des volontaires) sont comptabilisés à leur juste valeur estimative et sont imputés aux résultats, car ils sont distribués à des fins humanitaires aux bénéficiaires qui en sont les utilisateurs finaux ou qui font partie des programmes.

Constatation des opérations étrangères

Le Centre comptabilise ses charges en suivant les pratiques comptables suivantes :

- a) Les achats d'immobilisations engagés pour les activités outre-mer sont imputés comme charges d'exploitation, à l'exception des immobilisations des directions régionales, qui sont capitalisées;
- b) La plupart des gains et des pertes liés aux fluctuations des taux de change sont imputés aux programmes dans lesquels ils sont réalisés.

Centre d'étude et de coopération internationale

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2015

2. Méthodes comptables (suite)

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée et aux taux annuels suivants :

Bâtiments	2,5 %
Mobilier et équipement	20 %
Équipement informatique	25 %
Matériel roulant	20 %
Améliorations locatives	selon la durée des baux
Logiciels	25 %

Conversion des devises

Les éléments d'actifs et de passifs monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice tandis que les éléments non monétaires sont convertis au taux de change historique. Les justes valeurs sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant l'exercice. Les gains ou les pertes résultant de ces conversions sont imputés à l'état des résultats.

Comptabilisation des coentreprises

Le Centre détient des participations dans des coentreprises. Les participations sont comptabilisées à la valeur de consolidation.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Parmi les principales composantes des états financiers qui exigent des estimations de la direction figurent la durée de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, la provision pour créances douteuses ainsi que certaines charges à payer. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

3. Participations dans des coentreprises

Le Centre participe à des projets d'entraide internationale au moyen de la création de coentreprises. Ces projets en consortium ont généré des produits de 11 000 453 \$ (9 577 225 \$ en 2014) et des charges de 9 578 598 \$ (7 965 400 \$ en 2014). Le pourcentage de participation du Centre dans les revenus de gestion varie généralement entre 30 % et 55 %.

Centre d'étude et de coopération internationale

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2015

3. Participations dans des coentreprises (suite)

Les états financiers du Centre incluent les montants suivants, attribuables aux projets en coentreprises :

	2015	2014
	\$	\$
Actifs	3 607 324	4 532 551
Créditeurs et charges à payer	2 434 848	757 387
Apports reportés	1 172 476	3 775 164

4. Débiteurs

	2015	2014
	\$	\$
Bailleurs de fonds	3 270 710	672 830
Apports reportés relatifs aux débiteurs	(916 715)	(289 923)
Autres débiteurs	549 530	332 032
Provision pour créances douteuses relatives aux débiteurs de bailleurs de fonds	(270 482)	(214 329)
	2 633 043	500 610

5. Immobilisations corporelles et incorporelles

	2015		2014	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles				
Terrain	869 445	—	869 445	869 445
Bâtiments	3 601 006	1 268 555	2 332 451	2 410 858
Mobilier et équipement	1 147 953	1 113 576	34 377	46 379
Équipement informatique	829 792	762 713	67 079	79 988
Matériel roulant	726 040	575 586	150 454	120 829
Améliorations locatives	81 160	81 160	—	—
	7 255 396	3 801 590	3 453 806	3 527 499
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	97 224	84 194	13 030	26 421
	7 352 620	3 885 784	3 466 836	3 553 920

Centre d'étude et de coopération internationale

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2015

5. Immobilisations corporelles et incorporelles (suite)

La juste valeur des deux bâtiments, déterminée selon la méthode du revenu au 7 janvier 2005, est d'environ 6 000 000 \$. Selon la méthode de comparaison, à cette même date, la juste valeur est sensiblement la même que la valeur déterminée.

6. Apports reportés

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
	\$	\$
Bailleurs de fonds	6 115 250	7 053 543
Débiteurs relatifs aux apports reportés	(373 983)	(669 006)
	<u>5 741 267</u>	<u>6 384 537</u>

7. Emprunt bancaire

Le Centre dispose d'un crédit d'exploitation d'un montant autorisé de 1 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et garanti par une hypothèque mobilière sur l'universalité des créances, et est remboursable à vue. Au 31 mars 2015 et au 31 mars 2014, le crédit d'exploitation est inutilisé.

8. Dette à long terme

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
	\$	\$
Emprunt d'un montant maximal autorisé de 1 121 250 \$, garanti par une hypothèque de premier rang sur un bâtiment d'une valeur comptable nette de 1 189 237 \$, remboursable par versements mensuels de 3 738 \$ plus les intérêts de 4,70 %, échéant le 15 janvier 2017	530 725	575 575
Emprunt garanti par une hypothèque de deuxième rang sur un bâtiment d'une valeur comptable nette de 1 189 237 \$, remboursable par versements mensuels de 3 741 \$, incluant des intérêts de 3,95 %, échéant le 15 février 2017	82 681	123 422
Emprunt garanti par une hypothèque de premier rang sur un bâtiment d'une valeur comptable nette de 1 143 214 \$, remboursable par versements mensuels de 12 248 \$, incluant des intérêts de 6,50 %, renouvelable le 29 septembre 2019, échéant le 29 décembre 2021	744 515	839 720
Emprunt garanti par une hypothèque de premier rang sur un bâtiment d'une valeur comptable nette de 1 143 214 \$, remboursable par versements mensuels de 1 655 \$, incluant des intérêts de 4,77 %, renouvelable le 24 août 2015, échéant le 24 mars 2022	117 935	131 811
	<u>1 475 856</u>	<u>1 670 528</u>
Tranche à court terme	306 715	194 628
	<u>1 169 141</u>	<u>1 475 900</u>

Centre d'étude et de coopération internationale

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2015

8. Dette à long terme (suite)

Les remboursements estimatifs en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	\$
2016	306 715
2017	634 529
2018	115 602
2019	123 344
2020	295 666

Les versements de 2016, 2017 et 2020 comprennent respectivement les soldes de la dette de 117 935 \$, 448 500 \$ et 164 048 \$ qui, selon la direction, seront refinancés.

9. Plan de retraite

Le Centre contribue à des plans de retraite à cotisations définies, en y contribuant à parts égales à celles des employés. La contribution du Centre est cependant limitée à 5 % des salaires bruts. Les cotisations versées ainsi que la charge de l'exercice ont été de 227 970 \$ (237 595 \$ en 2014). Cette somme est présentée à l'état des résultats.

10. Apports reportés afférents aux immobilisations

Les apports reportés afférents aux immobilisations représentent des apports reçus pour l'acquisition d'immobilisations. Ils sont amortis selon les mêmes méthodes et les mêmes taux que les immobilisations correspondantes. Les variations de l'exercice sont les suivantes :

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
	\$	\$
Solde au début	89 312	92 488
Amortissement de l'exercice	3 176	3 176
Solde à la fin	<u>86 136</u>	<u>89 312</u>

11. Actifs nets reçus à titre de dotation

Les actifs nets reçus à titre de dotation sont composés de :

- a) un montant de 4 305 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Pelletier. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant l'éducation et la formation des filles et des femmes;
- b) un montant de 94 800 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Jean Bouchard. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant les besoins humains fondamentaux;

Centre d'étude et de coopération internationale

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2015

11. Actifs nets reçus à titre de dotation (suite)

- c) un montant de 740 606 \$ (639 822 \$ en 2014) grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources peuvent servir à consentir des prêts. Les bénéficiaires des prêts sont des organisations et des associations locales rurales guatémaltèques et les prêts leur permettent de financer l'achat d'équipement et de produits agricoles. Sur recommandations du comité de crédit de la fiducie, le Centre pourrait aussi appuyer le financement de nouvelles initiatives. Les actifs relatifs à ces sommes reçues à titre de dotation sont présentés à l'état de la situation financière dans la section des actifs à long terme.

12. Contributions sous forme de services rendus par des volontaires

Les contributions sous forme de services rendus par des volontaires représentent la valeur de la contribution fournie par les participants aux programmes de coopération volontaire.

La contribution pour services rendus est calculée selon un taux prédéterminé à l'entente signée avec le MAECD pour le programme Uniterra. Le montant précisé à l'entente s'élève à 200 \$/jour/personne.

Les contributions sous forme de services rendus par les membres du conseil d'administration ne sont pas tenues en compte dans ces données.

13. Charges

Les charges de l'exercice comprennent des gains (pertes) de change nets inclus dans les libellés suivants à l'état des résultats :

	2015	2014
	\$	\$
Programmes	266 103	(56 027)
Administration	12 707	376 830
	<u>278 810</u>	<u>320 803</u>

14. Investissements stratégiques

Le Centre a mis sur pied un programme d'investissements stratégiques financé à même ses actifs nets non affectés afin d'assurer la réalisation des objectifs clés inhérents à son plan stratégique 2014-2019. Ce programme d'investissements stratégiques a été entériné par le conseil d'administration du Centre.

15. Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement de fonctionnement

	2015	2014
	\$	\$
Débiteurs	(2 132 433)	649 069
Avances à des partenaires	(482 218)	295 833
Charges payées d'avance	131 607	48 759
Créditeurs et charges à payer	1 594 622	(826 325)
Sommes à remettre à l'État	(291)	(45 225)
Apports reportés	(643 270)	(1 367 977)
	<u>(1 531 983)</u>	<u>(1 245 866)</u>

Centre d'étude et de coopération internationale

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2015

16. Engagements

En vertu de contrats de location d'équipement renouvelables et non résiliables échéant jusqu'en novembre 2019, le Centre s'est engagé à verser la somme de 88 978 \$ de la manière suivante :

	\$
2016	22 078
2017	21 652
2018	16 968
2019	16 968
2020	11 312

17. Éventualités

Le Centre a signé des ententes d'association avec d'autres organisations pour la réalisation de projets. En ce qui concerne les bailleurs de fonds, ces ententes rendent le Centre responsable de manière conjointe et solidaire avec ces autres organisations. Au 31 mars 2015, les ententes signées totalisent 58 333 898 \$ (56 217 330 \$ au 31 mars 2014) et viennent à échéance jusqu'en décembre 2019 (octobre 2017 en 2014). La direction est toutefois d'avis qu'il n'y a pas de risque important, car toute association pour la réalisation d'un projet fait l'objet d'un contrat entre les organisations, dans lequel sont précisées clairement les responsabilités financières respectives des associés.

18. Instruments financiers

Risque de change

Le Centre effectue plusieurs transactions en devises et est donc exposé aux fluctuations des devises. Le Centre ne gère pas pleinement ce risque. La plupart des gains et des pertes de change font partie des coûts des programmes.

L'état de la situation financière inclut les montants suivants en dollars canadiens à l'égard d'actifs et de passifs financiers dont les flux de trésorerie sont libellés dans les devises suivantes :

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
	\$	\$
Dollars américains		
Encaisse	2 459 560	3 800 163
Débiteurs	547 753	409 140
Avances à des partenaires	112 983	10 793
Créditeurs et charges à payer	(601 881)	(291 606)
Apports reportés	(270 862)	(497 393)
	<u>2 247 553</u>	<u>3 431 097</u>
Francs CFA		
Encaisse	551 731	264 385
Débiteurs	10 242	20 114
Créditeurs et charges à payer	(285 077)	(240 713)
Apports reportés	(14 844)	(77 716)
	<u>262 052</u>	<u>(33 930)</u>

Centre d'étude et de coopération internationale

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2015

18. Instruments financiers (suite)

Risque de change (suite)

	2015	2014
	\$	\$
Gourdes haïtiennes		
Encaisse	338 690	484 383
Débiteurs	1 692 072	56 739
Avances à des partenaires	11 099	14 773
Créditeurs et charges à payer	(1 328 643)	(206 100)
	713 218	349 795
Autres devises		
Encaisse	1 197 459	592 667
Débiteurs	133 522	—
Avances à des partenaires	3 003	37 316
Encaisse en fidéicommiss	86 965	49 038
Dépôt à terme en fidéicommiss	162 170	140 380
Prêts et intérêts à recevoir	491 471	450 404
Créditeurs et charges à payer	(170 973)	(23 844)
Apports reportés	—	(359 729)
	1 903 617	886 232
	5 126 440	4 633 194

Risque de taux d'intérêt

Le Centre est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent le Centre à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie. Le Centre est exposé à ce type de risque sur la dette à long terme.

Risque de crédit

Le Centre consent des avances à des partenaires dans le cours normal de ses activités. Il effectue régulièrement des évaluations de crédit à l'égard de ses partenaires et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, si cela est nécessaire.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Centre ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières à leur échéance. Le Centre surveille le solde de son encaisse et ses flux de trésorerie qui découlent de ses activités pour être en mesure de respecter ses engagements. Au 31 mars 2015, les principaux passifs financiers du Centre étaient les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme.